

«Ce pays a besoin d'ambition»

L'APPEL DE 20 PATRONS AU MONDE POLITIQUE

Des capitaines d'industrie francophones et flamands interpellent les partis: stop à l'immobilisme, une vision à long terme est indispensable.

PAUL GÉRARD

Cela s'appelle prendre de la hauteur. À trois semaines du triple scrutin (fédéral, régional, européen), vingt-trois personnalités, essentiellement des capitaines d'industrie du Nord et du Sud du pays, publient dans L'Echo et De Tijd une carte blanche

«Ni l'immigration, ni la mobilité, ni l'énergie (...) ne disposent d'objectifs clairs à 10 ou 20 ans.»

où ils déplorent l'immobilisme ambiant et l'absence de vision à long terme dans les rangs politiques sur une série de thèmes jugés pourtant essentiels. «Ni l'immigration/intégration, ni la mobilité, ni l'énergie, ni les pensions et le vieillissement, ni l'environnement, ni la transition digitale ne disposent d'objectifs clairs (à 10 ou 20 ans) et de plans d'actions détaillés et

chiffrés, de nature à tracer la voie pour les législatures qui suivent», écrivent Luc Bertrand (AvH), Eric Domb (Pari Daiza), Rodolphe Collinet (Carmeuse), Bernard Delvaux (Sonaca), Wouter De Geest (BASF), Gaëtan Hannecart (Matexi), Hilde Laga (Gimv), Eric Mestdagh, Michèle Sioen ou encore Johnny Thijs, aux côtés d'autres patrons et de personnalités du monde culturel et universitaire.

«Dans chacun des domaines clés, il est indispensable de développer cette vision à 10 ou 20 ans. D'en déduire des projets et plans d'actions qui dépasseront l'échéance des législatures et qui ne devraient pas être constamment remis en cause au fur et à mesure des alternances politiques.»

Voilà qui nécessite «une remise en cause fondamentale de la façon de fonctionner des partis et du personnel politique», affirment ces dirigeants. Ils sont d'avis que «ce pays a besoin d'une ambition», manière de dire qu'il n'en a pas. Les partis politiques «sont-ils prêts à y travailler ensemble, quel que soit le résultat issu des urnes le 26 mai prochain? Nous leur demandons d'en faire leur priorité.»

**CARTE BLANCHE
ET ÉDITO EN PAGES 2 ET 3**

ÉDITORIAL
PAUL GERARD

Vingt patrons interpellent les politiques

Il manque un cap à ce pays

Il y a trois sortes de dirigeants d'entreprise. Il y a ceux qui se taisent dans toutes les langues. «Pour vivre heureux, vivons cachés.» Il y a ceux qui communiquent sur leur entreprise mais ne s'aventurent pas au-delà. «Je ne fais pas de politique.»

Et puis il y a ceux, rares, qui lèvent le nez de leurs plans stratégiques, regardent par la fenêtre, font le lien entre leur business et le monde qui les entoure et osent en parler.

Dans une carte blanche publiée dans L'Echo et De Tijd, une vingtaine de patrons, figures entrepreneuriales du Nord et du Sud du pays, sortent du silence et montent au créneau. Accompagnés de quelques personnalités issues d'autres univers (universitaire, culturel), ces capitaines d'industrie interpellent les partis politiques, à la veille du triple scrutin de ce 26 mai. Que veulent-ils?

Ce pays n'a pas d'ambition mais il n'y a pas de fatalité.

Ils demandent d'en finir avec le court terme. Ils demandent une «vision positive du futur». Des objectifs clairs pour ce pays, des plans d'action précis. Du long terme.

Le long terme.

Prononcez ces deux mots et les yeux se lèvent au plafond. C'est devenu synonyme de secondaire, voire superflu. Presque un gros mot. Vous croyez vraiment qu'on a le temps de penser à 10 ans? L'urgent, tellement plus sexy, a ringardisé le long terme.

Le rythme politique et l'empilement des niveaux de pouvoir bouchent l'horizon. Jusqu'à l'immobilisme, disent ces dirigeants, qu'on ne rangera pas parmi les doux rêveurs. Ils soulignent que, sur des thèmes aussi essentiels que l'immigration, la mobilité, l'énergie, le vieillissement ou encore la transition digitale, ce pays ne sait pas trop où il va. Ni où il veut aller. Pas de vision, donc pas de cap. Chacun le ressent à son niveau, s'en plaint plus ou moins ouvertement. La frustration grandit.

Stop. Changeons de logiciel. On n'est pas obligé de subir les événements. On n'est pas obligé de bricoler à la petite semaine. Il existe une autre voie, qui s'appelle ambition et qui demande du courage politique.

Inutile de chercher ici un quelconque refrain belge, ce n'est pas le sujet. Acceptons que, sur une série d'enjeux de premier plan, il soit nécessaire de s'entendre, de convenir d'objectifs à réaliser sur plusieurs mandatures. Et de s'y tenir.

Ce pays n'a pas d'ambition mais il n'y a pas de fatalité. Il n'est pas interdit de prendre son destin en mains, c'est au contraire vivement conseillé. Il faut juste... le décider. Vouloir!

Dans une carte blanche, vingt-trois personnalités, dont beaucoup de patrons du Nord et du Sud du pays, déplorent l'absence de vision à long terme sur une série de thèmes pourtant prioritaires: immigration, mobilité, énergie, etc. À la veille du triple scrutin du 26 mai, ils interpellent les partis politiques: cette vision du futur, faites-en votre priorité.

«Engagez-vous sur 10 à 20 ans»

L'appel de 20 patrons au monde politique

*«La complexité institutionnelle, les coalitions différentes selon les niveaux de pouvoir et une participatie de plus en plus déconnectée des grands enjeux **enlissent le pays dans l'immobilisme.**»*

*«Ni l'immigration/intégration, ni la mobilité, ni l'énergie, ni les pensions et le vieillissement, ni l'environnement, ni la transition digitale ne disposent d'objectifs clairs (à 10 ou 20 ans) et de **plans d'actions** détaillés et chiffrés, de nature à tracer la voie **pour les législatures qui suivent.**»*

*«Dans chacun des domaines clés, il est indispensable de développer cette vision à 10, 15 ou 20 ans. D'en déduire des projets et plans d'actions qui dépasseront l'échéance des législatures et qui ne devraient **pas être constamment remis en cause** au fur et à mesure des alternances politiques.»*

*«Cela nécessite une **remise en cause fondamentale de la façon de fonctionner des partis** et du personnel politique. Cela nécessite d'accepter de travailler ensemble sur les enjeux essentiels (...) Qu'on soit dans la majorité ou dans l'opposition, aux différents niveaux de pouvoir.»*

*«Nous avons tous besoin de cette **vision positive du futur**. Ce pays a besoin d'une ambition. Les partis politiques veulent-ils répondre à cette attente? Sont-ils prêts à y travailler ensemble, quel que soit le résultat issu des urnes le 26 mai prochain? **Nous leur demandons d'en faire leur priorité.**»*

«Ce pays a besoin d'une ambition»

CARTE BLANCHE

Luc Bertrand (Ackermans & van Haaren), **François Blondel** (KitoZyme), **Rodolphe Collinet** (Carnieuse), **Bart De Baere** (directeur M HKA), **Wouter De Geest** (BASF), **Bernard Delvaux** (Sonaca), **Etienne Denoël**, **Eric Domb** (Patri Daiza), **Paul Dujardin** (Bozar), **Vincent Engel** (professeur et écrivain), **Eric Everard** (EasyFairs), **Gaëtan Hannecart** (Matexi), **Hilde Lago** (présidente GIMV), **Eric Mestdagh** (vice-président UWE), **Baudouin Meunier** (UNamur), **Leo Neels** (Itinera), **Serge Rangoni** (directeur Théâtre de Liège), **Pierre-Olivier Rollin** (directeur BPS22), **Michèle Sioen** (Sioen Industries), **Vic Swerts** (fondateur-président de Soudal), **Johnny Thijs** (administrateur de sociétés), **Bart Verhaeghe** (Uplace), **Pierre Wolper** (recteur ULiège).

«Le constat

Analyser objectivement l'évolution de notre pays n'est pas chose aisée.

Mais quel que soit le point de vue choisi, nous avous du mal à tirer des conclusions enthousiasmantes des tendances actuelles.

Le World Economic Forum classe la Belgique à la 20^e place selon l'indice de compétitivité (2017), en régression par rapport aux années précédentes, alors que les Pays-Bas sont 4^e et l'Allemagne 6^e. La Suisse se classe en tête.

La Belgique occupe la 52^e place au classement des pays avec lesquels il est aisé de faire des affaires (World Bank 2017), après la Russie et la Bulgarie. Très loin de nos voisins et du Danemark, le leader européen.

La complexité institutionnelle, les coalitions différentes selon les niveaux de pouvoir et une participative de plus en plus déconnectée des grands enjeux, enlisent le pays dans l'immobilisme.

Quelques grands sujets, identifiés comme prioritaires par les gouvernements en place, méritent pourtant un ali-

gnement sur un plan d'actions à moyen et long termes. Ni l'immigration/intégration, ni la mobilité, ni l'énergie, ni les pensions et le vieillissement, ni l'environnement, ni la transition digitale ne disposent d'objectifs clairs (à 10 ou 20 ans) et de plans d'actions détaillés et chiffrés, de nature à tracer la voie pour les législatures qui suivent.

Enfin, les réactions populaires récentes confirment à profusion que les citoyens, de toutes natures et de tous âges, sont de plus en plus insatisfaits de la société dans laquelle ils vivent et se mobilisent pour exprimer, au mieux leurs doutes, au pire leur rejet vis-à-vis des dirigeants. L'internet et les réseaux sociaux amplifient le phénomène, souvent de façon incontrôlée.

Les manifestations des gilets jaunes, les marches pour le climat, les mouvements pour une Justice plus moderne et mieux équipée, ne sont que quelques exemples parmi d'autres.

Une opportunité

Ce sursaut citoyen peut être considéré

comme une opportunité. Il est le signe d'une inquiétude pour l'avenir mais aussi d'un intérêt renouvelé pour la chose publique.

Le sentiment d'urgence est bien présent. Le terreau est favorable au changement et il n'y a pas de raison objective de se résigner à l'idée que nos enfants vivront moins bien que nous.

Il est temps de reformuler positivement le futur, d'en décrire précisément les contours et de rassembler les citoyens belges autour d'une ambition inspirante et progressiste.

Le monde change très vite. Nous devons redéfinir ensemble dans quelle société nous voulons vivre dans les années qui viennent. Nous devons prendre en compte des exigences de compétitivité économique, incontournables parce que la Belgique est un pays très interdépendant dans ce domaine et que nous ne pouvons partager que la richesse que nous avons créée. Nous devons aussi y intégrer rapidement des objectifs environnementaux plus respectueux de notre planète. Notre modèle social, basé sur la solidarité et l'égalité des chances, doit évoluer mais ses fondamentaux devront en sortir renforcés. C'est la clé de la cohésion sociale. Cette société du futur doit aussi reposer sur deux piliers essentiels dans lesquels nous devons continuer à investir: l'enseignement et la culture. Ils constituent nos fondements, en concrétisant et en propageant nos valeurs. Précisément ce qui nous différencie et nous rend uniques.

Concrètement...

Dans chacun des domaines clés, il est indispensable de développer cette vision à 10, 15 ou 20 ans. D'en déduire des projets et plans d'actions qui dépasseront l'échéance des législatures et qui ne devraient pas être constamment remis en cause au fur et à mesure des alternances politiques. De dégager les moyens financiers et humains nécessaires à leur réalisation.

C'est le rôle du politique de lancer cette démarche et de la mener à bien dans la durée, dans le respect et avec le support des citoyens.

Dans le contexte institutionnel belge, particulièrement complexe, cela nécessite une remise en cause fondamentale de la façon de fonctionner des partis et du personnel politique. Cela nécessite d'accepter de travailler ensemble sur les enjeux essentiels, avec un regard critique mais constructivement, au-delà des intérêts immédiats des partis, des régions et sous-régions. Qu'on soit dans la majorité ou dans l'opposition, aux différents niveaux de pouvoir.

Nous avons tous besoin de cette vision positive du futur. Ce pays a besoin d'une ambition. Les partis politiques veulent-ils répondre à cette attente? N'est-il pas primordial qu'ils nous disent comment ils voient notre avenir et comment ils comptent nous y mener? Sont-ils prêts à y travailler ensemble, quel que soit le résultat issu des urnes le 26 mai prochain? Nous leur demandons d'en faire leur priorité.»

Eric Mestdagh (Groupe Mestdagh)

«L'idée n'est certainement pas de critiquer Pierre, Paul ou Jacques pour ce qu'il fait ou a fait. Notre demande aux politiques est celle de développer une vision prospective. La situation est suffisamment préoccupante pour qu'on essaie de transcender les enjeux stratégiques à long terme. Ce n'est pas en quatre ans qu'on va régler des questions comme la mobilité, le climat ou la qualité de l'environnement. Peu importe qui sera élu demain, les grands enjeux doivent se voir sur plusieurs législatures, et appellent des objectifs précis, quantifiables et des indicateurs pour mesurer l'évolution.»

Luc Bertrand (AvH)

«La politique dans notre pays est fragmentée, ce qui rend la collaboration difficile. Mais on n'a pas d'autre choix que d'élaborer ensemble une vision à long terme. Notre lettre plaide pour un horizon de 10 à 20 ans, mais je serais déjà heureux avec 5 ans. Développer une vision à long terme par-delà la frontière linguistique sera peut-être impossible avant les élections, mais cela doit être possible après.»

Bart De Baere (M HKA)

«C'est un appel aux politiques pour qu'ils avancent à nouveau un projet d'avenir. Aujourd'hui, il est trop question de mesures et d'actions, bref de management. Le politique devrait arriver à proposer un horizon, car cela fait du bien aux gens.»

Bernard Delvaux (Sonaca)

«Quelle est la première action concrète que je suggère? Il faut précisément éviter que des mesurées contradictoires soient prises à la va vite, pour être détricotées par la majorité suivante. Notre demande est au contraire de s'inscrire dans une démarche collective sur le long terme. Ma suggestion serait donc que, une fois les nouveaux gouvernements mis en place, les partis politiques – majorité et opposition – définissent ensemble les trois thèmes les plus importants à leurs yeux. Ensuite, ils fixent les objectifs à 20 ans. Si l'énergie en fait partie par exemple, quels objectifs veut-on atteindre en matière d'environnement, d'indépendance, de coûts pour le citoyen et l'entreprise. Ensuite, le politique charge un groupe de professionnels non politiques de définir un plan d'actions détaillé à 20 ans pour chacun de ces thèmes, avec plusieurs options possibles. Enfin, sur la base de ces plans, les responsables politiques choisissent parmi les options présentées et s'y tiennent dans la durée.»